

WIPO/GRTKF/IC/42/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 31 janvier 2022

Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore

**Quarante-deuxième session**

**Genève, 28 février – 4 mars 2022**

Accréditation de certaines organisations

*Document établi par le Secrétariat*

1. Le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (ci‑après dénommé “comité”) a approuvé, à sa première session tenue à Genève du 30 avril au 3 mai 2001, un certain nombre de questions d’organisation et de procédure, y compris l’octroi du statut d’observateur ad hoc à un certain nombre d’organisations ayant exprimé le désir de jouer un rôle dans les travaux du comité (voir le rapport adopté par le comité, paragraphe 18 du document WIPO/GRKTF/IC/1/13).
2. Depuis lors, plusieurs autres organisations ont fait part au Secrétariat de leur désir d’obtenir le même statut pour les futures réunions du comité. On trouvera en annexe au présent document les demandes contenant les noms des organisations qui, avant le 29 décembre 2021, ont demandé à être accréditées à la quarante‑deuxième session du comité, ainsi que des renseignements biographiques sur ces organisations tels qu’ils ont été communiqués par chacune d’entre elles.
3. *Le comité est invité à examiner les demandes d’accréditation en qualité d’observatrices ad hoc des organisations mentionnées dans l’annexe du présent document et à se prononcer à cet égard.*

[Les annexes suivent]

ORGANISATIONS QUI ONT DEMANDÉ LEUR ACCRÉDITATION EN QUALITÉ D’OBSERVATRICES POUR LES SESSIONS DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE RELATIVE AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES, AUX SAVOIRS TRADITIONNELS ET AU FOLKLORE

Kaʻuikiokapō

Native Nations Law and Policy Center, faculté de droit de l’Université de Californie à Los Angeles

Structural Analysis of Cultural Systems (S.A.C.S.)

Kaʻuikiokapō

À : Division des savoirs traditionnels

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

34, chemin des Colombettes

1211 Genève 20

Suisse

**Tlcp. : +41 (0) 22 338 81 20**

**Mél. : grtkf@wipo.int**

Objet : Demande d’accréditation en qualité d’observateur pour les sessions à venir du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore

Madame, Monsieur,

J’ai l’honneur de vous informer que mon organisation souhaite participer en qualité d’observateur ad hoc aux sessions du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore. Veuillez trouver ci‑joint les renseignements biographiques de mon organisation nécessaires à l’examen de cette demande d’accréditation par le comité.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d’information.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.

[*signé sur PDF*]

Dietrix Jon Ulukoa Duhaylonsod

Président

**Kaʻuikiokapō**

Daniel Kaleo Kahoonei, vice‑président

Anthony Kaʻikelaulā Perez, secrétaire

Alexander Kūpaʻa Rogers, trésorier

Shannon Kamaʻehuahunui Maria, Sgt‑At‑Arms

/...

Formulaire de demande d’accréditation en qualité d’observateur ad hoc auprès du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore[[1]](#footnote-2),[[2]](#footnote-3)

**RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES DE L’ORGANISATION POSTULANTE**

**Nom complet de l’organisation :**

Kaʻuikiokapō

**Description de l’organisation (150 mots au maximum) :**

Kaʻuikiokapō est une organisation non gouvernementale ayant pour mission de promouvoir la justice sociale, notamment, mais pas exclusivement, les questions de préservation environnementale et culturelle. Originaire de la région de Pūkaua et Waimānalo à Honouliuli (Oahu), Kaʻuikiokapō fait appel aux savoirs traditionnels pour prendre soin de la terre et de la mer dans la région, en veillant à transmettre ses connaissances à la communauté et à préparer la prochaine génération à poursuivre sur cette voie. À l’instar du soleil couchant, de la lune croissante ou des étoiles solidement ancrées dans le ciel, Kaʻuikiokapō propose d’éclairer un chemin dans l’obscurité, dans l’espoir d’encourager les autres à faire de même.

**Veuillez énumérer les principaux objectifs de votre organisation :**

* Protection et entretien des sites culturels de l’ouest d’Honouliuli
* Protection et entretien des ressources naturelles de l’ouest d’Honouliuli
* Préservation des savoirs traditionnels de l’ouest d’Honouliuli
* Préservation de l’histoire naturelle, culturelle et orale de l’ouest d’Honouliuli
* Participation et sensibilisation de la communauté aux activités de protection
* Renforcement des capacités visant à améliorer la gestion collective du patrimoine
* Sécurité et durabilité de l’eau et de la nourriture pour la communauté

**Veuillez énumérer les principales activités de l’organisation :**

* Gestion de la réserve de Kīpuka O Kahinahina
* Gestion de Kuehukahe koʻa, territoire et réserve de pêche
* Gestion de la réserve de Kīpuka O Waihuna
* Gestion des sites culturels de l’ouest de Honouliuli ahupuaʻa de ‘Ewa
* Soutien à Hālau Kiawekūpono O Ka Ua

**Lien entre l’organisation et les questions de propriété intellectuelle et exposé détaillé des raisons pour lesquelles vous vous intéressez aux questions examinées par le comité** (150 mots au maximum) :

En tant qu’organisation originaire d’Hawaï et fondée sur les connaissances autochtones locales, Kaʻuikiokapō est chargée de transmettre et de préserver nos pratiques traditionnelles en matière de gestion de la terre et la mer. En outre, nous avons pour mission de préserver et de perpétuer les traditions culturelles uniques de Hālau Kiawekūpono O Ka Ua. Du fait de nos responsabilités, nous sommes vivement intéressés par le débat sur la protection des questions de propriété intellectuelle, en particulier celles qui nous concernent en tant que peuples autochtones.

**Pays dans lequel l’organisation exerce l’essentiel de ses activités :**

Hawaï

**Informations complémentaires :**

Veuillez fournir toute information complémentaire que vous jugez utile (150 mots au maximum).

Nous vous remercions de nous donner la chance, en tant que premier peuple du Pacifique, d’obtenir le statut d’observateur et de participer aux travaux visant à traiter les questions liées à la propriété intellectuelle, aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

**Coordonnées complètes de l’organisation :**

Adresse postale :

Kaʻuikiokapō

92‑361 Laahaina Pl.

Kapolei, HI 96707

N° de téléphone : 808‑670‑4500

N° de télécopieur :

Adresse électronique : ulukoa.kealapono@gmail.com

Site Web :

**Nom et titre du représentant de l’organisation :**

Dietrix Jon Ulukoa Duhaylonsod, président

Native Nations Law and Policy Center, faculté de droit de l’Université de Californie à Los Angeles

À : Division des savoirs traditionnels

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

34, chemin des Colombettes

1211 Genève 20

Suisse

**Tlcp : +41 (0) 22 338 81 20**

**Mél. : grtkf@wipo.int**

Objet : Demande d’accréditation en qualité d’observateur pour les sessions à venir du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore

Madame, Monsieur,

J’ai l’honneur de vous informer que mon organisation souhaite participer en qualité d’observateur ad hoc aux sessions du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore. Veuillez trouver ci‑joint les renseignements biographiques de mon organisation nécessaires à l’examen de cette demande d’accréditation par le comité.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d’information. Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.



Angela R. Riley (citoyenne de la nation Potawatomi)

Professeur à la faculté de droit de l’Université de Californie

Directrice du Native Nations Law and Policy Center

(Nom et signature de la représentante)

/...

Formulaire de demande d’accréditation en qualité d’observateur ad hoc auprès du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore[[3]](#footnote-4),[[4]](#footnote-5)

**RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES DE L’ORGANISATION POSTULANTE**

**Nom complet de l’organisation :**

Native Nations Law and Policy Center, faculté de droit de l’Université de Californie à Los Angeles

**Description de l’organisation (150 mots au maximum) :**

Au moyen d’activités d’enseignement et de programmes de conseil dirigés par d’éminents professeurs, le Native Nations Law & Policy Center traite les questions critiques relevant de la politique des pouvoirs publics auxquelles sont confrontées les tribus autochtones tout en offrant aux étudiants la possibilité de bénéficier d’une formation juridique unique. Notre service de conseils en matière de développement juridique tribal œuvre directement en faveur des communautés autochtones d’Amérique, proposant une expertise et une assistance juridiques aux personnes qui en ont le plus besoin, tandis que les étudiants engagent le dialogue avec les chefs tribaux, les fonctionnaires et les avocats, pour offrir leurs services aux tribus amérindiennes. Le double diplôme *Juris Doctor*/Maîtrise en lettres en études amérindiennes propose un programme d’études coordonné dont sortent des diplômés en droit dotés d’une excellente compréhension des cultures tribales. En outre, les Indiens fédérés de Graton Rancheria ont créé la Graton Scholarship, une bourse d’études complète de trois ans accordée aux étudiants souhaitant poursuivre une carrière juridique dans le domaine du droit des Amérindiens.

**Veuillez énumérer les principaux objectifs de votre organisation :**

* Former des avocats autochtones
* Renforcer les systèmes juridiques tribaux
* Faire progresser les valeurs et régimes culturels et juridiques tribaux
* Transmettre des compétences juridiques pratiques et concrètes
* Défendre les droits fondamentaux des populations autochtones
* Renforcer le pouvoir d’action des tribus en faveur de l’autodétermination

**Veuillez énumérer les principales activités de l’organisation :**

* Assurer un service de conseil en matière de développement juridique tribal
* Créer une bourse d’études d’avant‑garde sur les questions autochtones
* Assurer un programme d’études supérieur en droit et en études amérindiennes
* Soutenir les étudiants en droit indigènes

**Lien entre l’organisation et les questions de propriété intellectuelle et exposé détaillé des raisons pour lesquelles vous vous intéressez aux questions examinées par le comité (150 mots au maximum) :**

Je suis directrice du NNLPC et avocate et universitaire spécialisée dans les droits autochtones, ayant une connaissance approfondie de la propriété culturelle et intellectuelle. En tant que directrice du NNLPC, nous nous engageons à aider les tribus dans leurs efforts menés pour protéger leurs ressources génétiques et leurs savoirs traditionnels au niveau tribal. J’ai travaillé pendant près de 20 ans sur ces questions et j’ai dirigé le NNLPC pendant plus de 10 ans. Actuellement, en tant que directrice du NNPLC, nous venons de terminer un livre blanc sur les questions liées à la confidentialité dans le processus de consultation et nous menons une étude approfondie du droit tribal pour décrire et analyser les systèmes de préservation culturels tribaux et le droit tribal de l’ensemble des 574 tribus amérindiennes et des villages autochtones d’Alaska reconnus par les autorités fédérales des États‑Unis d’Amérique. Au cours des dernières années, j’ai travaillé sur ces questions avec le fonds pour les droits des amérindiens (*Native American Rights Fund*) et le groupe de travail autochtone, et, actuellement, le NNLPC s’est engagé à poursuivre le développement des ressources de l’infrastructure pour continuer à soutenir cette cause.

**Pays dans lequel l’organisation exerce l’essentiel de ses activités :**

États‑Unis d’Amérique

**Informations complémentaires :**

**Veuillez fournir toute information complémentaire que vous jugez utile (150 mots au maximum).**

Je suis membre de la Nation citoyenne Potawatomi en Oklahoma (États‑Unis d’Amérique) et présidente de la Cour suprême de ma tribu. J’ai obtenu mon diplôme de droit à Harvard, où j’ai également été professeur invité à maintes reprises (le plus récemment en janvier 2020). Je suis professeur titulaire à la faculté de droit de l’Université de Californie et j’ai consacré la majeure partie de ma carrière à défendre le droit à l’autodétermination des peuples autochtones, en particulier dans les domaines de la propriété culturelle, du patrimoine culturel et des savoirs traditionnels. J’ai beaucoup travaillé avec le *Native American Rights Fund* et le groupe de travail autochtone sur ces questions, et poursuivre ce travail ce serait pour moi un honneur et un privilège.

**Coordonnées complètes de l’organisation :**

Adresse postale :

UCLA School of Law

385 Charles E Young Dr. E,

Los Angeles, CA 90095

N° de téléphone :

310‑825‑4841

310‑739‑4069 (téléphone portable de la directrice)

N° de télécopieur :

310‑825‑4840

Adresse électronique :

[info@law.ucla.edu](mailto:info@law.ucla.edu)

[riley@law.ucla.edu](mailto:riley@law.ucla.edu) (adresse électronique de la directrice)

**Site Web :**

**https://law.ucla.edu/**

**Nom et titre du représentant de l’organisation :**

Professeur Angela R. Riley

Professeur de droit et directrice du Native Nations Law and Policy Center

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Structural Analysis of Cultural Systems (S.A.C.S.)

À : Division des savoirs traditionnels

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

34, chemin des Colombettes

1211 Genève 20

Suisse

**Mél. :** [**grtkf@wipo.int**](mailto:grtkf@wipo.int)

*Objet : Demande d’accréditation en qualité d’observateur pour les sessions à venir du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore*

Madame, Monsieur,

J’ai l’honneur de vous informer que mon organisation souhaite participer en qualité d’observateur ad hoc aux sessions du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore. Veuillez trouver ci‑joint les renseignements biographiques de mon organisation nécessaires à l’examen de cette demande d’accréditation par le comité.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d’information. Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.



\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Prof. Dr. Arnold Groh

Directeur/Président

Structural Analysis of Cultural Systems

**Formulaire de demande d’accréditation en qualité d’observateur ad hoc auprès du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore[[5]](#footnote-6),[[6]](#footnote-7)**

RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES DE L’ORGANISATION POSTULANTE

**Nom complet de l’organisation :**

Structural Analysis of Cultural Systems (S.A.C.S.)

**Description de l’organisation (150 mots au maximum) :**

Structural Analysis of Cultural Systems est un institut de recherche à but non lucratif. Ses membres sont des universitaires intéressés par la culture, en particulier par les questions autochtones. S.A.C.S. a vu le jour en 2004, à la suite du projet CULTOS de l’Union européenne. En 2011, S.A.C.S. s’est inscrit à CSO Net, où il a été enregistré en tant qu’ONG en 2012. En 2014, S.A.C.S. a été doté du statut consultatif spécial auprès de l’ECOSOC. Les représentants de S.A.C.S. ont déjà participé aux sessions du Groupe de travail sur les peuples autochtones des Nations Unies, du Mécanisme d’experts sur les droits des peuples autochtones des Nations Unies, de l’UNCCD et du CDH. Les travaux de S.A.C.S. comprennent des études interculturelles, des enquêtes de terrain, des activités d’enseignement et de formation, la contribution à des conférences internationales et des publications.

**Veuillez énumérer les principaux objectifs de votre organisation :**

* Comprendre les mécanismes intraculturels, interculturels et transculturels.
* Appuyer la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
* Faire connaître les questions autochtones et les problèmes dus à la mondialisation
* Utiliser l’approche sociocognitive et d’autres connaissances psychologiques pour analyser les questions interculturelles
* Participer au débat universitaire et culturel
* Trouver des solutions et formuler des recommandations sur la base de recherches
* Apporter une dimension scientifique aux débats politiques

**Veuillez énumérer les principales activités de l’organisation :**

* Travail sur le terrain avec les peuples autochtones
* Recherche qualitative et quantitative (questionnaire)
* Séminaires sur le travail interculturel basé sur les normes des Nations Unies
* Études et publications

**Lien entre l’organisation et les questions de propriété intellectuelle et exposé détaillé des raisons pour lesquelles vous vous intéressez aux questions examinées par le comité (150 mots au maximum) :**

L’institut S.A.C.S. a participé à l’élaboration de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, dans laquelle la propriété intellectuelle joue un rôle important (cf. art. 31). Dans son livre sur les méthodes de recherche en milieux autochtones (*Research Methods in Indigenous Contexts*, publié par Springer NY, 2018), le directeur de S.A.C.S. a abordé ces questions au chapitre consacré à la culture indigène et à la propriété intellectuelle, dans lequel il a également mis en lumière le rôle de l’OMPI et de l’Accord sur les ADPIC. Le respect des droits de propriété intellectuelle des peuples autochtones est de plus en plus important, car la culture industrielle globalisée dominante a besoin d’une orientation en ce qui concerne les politiques durables nécessaires pour aborder les problèmes liés au changement climatique, à l’extinction des espèces et aux défis posés par différents autres problèmes environnementaux.

**Pays dans lequel l’organisation exerce l’essentiel de ses activités :**

Bien que S.A.C.S. ait son siège à Berlin (Allemagne), elle est impliquée dans un grand nombre de projets en cours, en particulier en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

**Informations complémentaires :**

**Veuillez fournir toute information complémentaire que vous jugez utile (150 mots au maximum).**

Être admis en qualité d’observateur serait utile pour S.A.C.S. au vu du travail significatif à venir, car de nombreux projets de notre organisation sont liés à des questions de propriété intellectuelle.

À titre d’exemples, S.A.C.S. a fourni des documents à ONU‑Eau concernant les pratiques durables (relatifs, entre autres, à un de nos projets, répertorié par Harvard/NASA); un autre projet (Tourinfo, répertorié par l’UNESCO en tant que mesure visant à préserver la diversité culturelle) vise à donner aux peuples autochtones les moyens de protéger leurs cultures des influences déstabilisantes et d’organiser le tourisme de manière durable sur le plan culturel. En somme, bénéficier du statut d’observateur nous aidera à rester à jour sur les questions relatives à la propriété intellectuelle et, ainsi, produire des travaux de qualité, que nous pourrons ensuite faire valoir lors d’échanges de vues scientifiques et à l’occasion d’autres conférences des Nations Unies.

**Coordonnées complètes de l’organisation :**

Adresse postale :

Structural Analysis of Cultural Systems

Prof. Dr. Arnold Groh

Laubenheimer Str. 36

14197 Berlin

Allemagne

N° de téléphone : +49 30 8227854 / portable : +49 174 5717072

N° de télécopieur : +49 30 8227854

Adresse électronique : info@s‑a‑c‑s.net

Site Web : https://s‑a‑c‑s.net

**Nom et titre du représentant de l’organisation :**

Prof. Dr. Arnold Groh, directeur/président de S.A.C.S.

[Fin de l’annexe et du document]

1. **Merci de ne joindre aucun document à votre demande d’accréditation.**

   Veuillez noter que la décision concernant l’accréditation ne sera pas prise par le Secrétariat mais par les États membres au début de la session du comité intergouvernemental. Il est donc possible que certaines organisations ne reçoivent pas d’accréditation. Par conséquent, si le siège de l’organisation postulante ne se trouve pas à Genève, il est déconseillé de se déplacer jusqu’à Genève dans le seul but de participer à la session du comité tant que l’accréditation n’a pas été accordée. [↑](#footnote-ref-2)
2. Veuillez noter que cette demande sera présentée au comité telle qu’elle sera reçue. En conséquence, dans la mesure du possible, veuillez remplir le formulaire à la machine à écrire ou à l’ordinateur. Le formulaire complété est à renvoyer de préférence par courrier électronique à l’adresse [grtkf@wipo.int](mailto:grtkf@wipo.int). [↑](#footnote-ref-3)
3. **Merci de ne joindre aucun document à votre demande d’accréditation.**

   Veuillez noter que la décision concernant l’accréditation ne sera pas prise par le Secrétariat mais par les États membres au début de la session du comité intergouvernemental. Il est donc possible que certaines organisations ne reçoivent pas d’accréditation. Par conséquent, si le siège de l’organisation postulante ne se trouve pas à Genève, il est déconseillé de se déplacer jusqu’à Genève dans le seul but de participer à la session du comité tant que l’accréditation n’a pas été accordée. [↑](#footnote-ref-4)
4. Veuillez noter que cette demande sera présentée au comité telle qu’elle sera reçue. Ainsi, prière de remplir le formulaire en utilisant une machine à écrire ou un ordinateur et de l’envoyer à l’adresse électronique [**grtkf@wipo.int**](mailto:grtkf@wipo.int). [↑](#footnote-ref-5)
5. **Merci de ne joindre aucun document à votre demande d’accréditation.**

   Veuillez noter que la décision concernant l’accréditation ne sera pas prise par le Secrétariat mais par les États membres au début de la session du comité intergouvernemental. Il est donc possible que certaines organisations ne reçoivent pas d’accréditation. Par conséquent, si le siège de l’organisation postulante ne se trouve pas à Genève, il est déconseillé de se déplacer jusqu’à Genève dans le seul but de participer à la session du comité tant que l’accréditation n’a pas été accordée. [↑](#footnote-ref-6)
6. Veuillez noter que cette demande sera présentée au comité telle qu’elle sera reçue. Ainsi, prière de remplir le formulaire en utilisant une machine à écrire ou un ordinateur et de l’envoyer à l’adresse électronique [**grtkf@wipo.int**](mailto:grtkf@wipo.int). [↑](#footnote-ref-7)